



Conseil de l'Union européenne

Secrétariat général

Direction générale Administration

Direction Ressources humaines et administration du personnel

Le directeur

Aux Ambassadeurs

Représentants permanents des États
membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le 10 juillet 2017

Objet: **Détachement d'un expert national auprès du Service juridique du Secrétariat
général du Conseil**

Réf.: END/4/2017 (4140)

Madame, Monsieur l'Ambassadeur,

Le Service juridique du Conseil recherche un expert national disposant de capacités juridiques dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), notamment la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Le Service juridique souhaiterait s'adjoindre un expert national ayant une bonne connaissance et une expérience pratique du domaine visé dans la description de poste. L'expert national, qui intégrera la Direction 3 (relations extérieures), devra assister les instances préparatoires du Conseil et, le cas échéant, accomplir d'autres tâches au nom du Service juridique.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter qu'en application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

Les qualifications et l'expérience requises sont précisées en annexe. L'expert devrait prendre ses fonctions au Secrétariat général du Conseil le 1^{er} novembre 2017 au plus tard, si possible.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil et abrogeant la décision 2007/829/CE (décision (UE) 2015/1027, JO L 163 du 30.6.2015, p.40). Conformément à l'article 2 de la décision, les experts nationaux détachés doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidats qualifiés pour ce poste.

Je vous saurais gré d'indiquer, dans les actes de candidature, le nom du point de contact national responsable pour chaque candidature. Les actes de candidature devraient être accompagnés d'un curriculum vitæ détaillant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus par le candidat, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le **8 septembre 2017**, à l'adresse suivante: **service.recrutement-END@consilium.europa.eu**

Le Service juridique et la direction des ressources humaines examineront conjointement les candidatures reçues, feront une première sélection et mèneront les entretiens.

L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le Secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants requérant le même profil.

Si nécessaire, les personnes intéressées peuvent obtenir de plus amples informations auprès du Secrétariat général du Conseil en prenant contact avec **M. Paul Berman** (tél. +32 2 281 6878 - courriel: paul.berman@consilium.europa.eu), du **Service juridique**.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma haute considération.



M^{me} Cesira D'Aniello

Annexe

**Expert national détaché (END)
auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

Service juridique

Réf.: END/1/2017 (4140) - 1 poste

Description du poste

A. Tâches et responsabilités

En tant que membre de la Direction 3 du Service juridique, le conseiller juridique sera appelé:

- à fournir des conseils et des avis oraux ou écrits sur des questions juridiques et institutionnelles au Conseil et/ou à ses instances préparatoires et/ou aux différents services du SGC;
- à conseiller la présidence et/ou le SGC afin de trouver des solutions juridiquement correctes et acceptables pour l'organe concerné;
- à suivre les travaux d'une ou plusieurs instances préparatoires du Conseil ou du Conseil lui-même (en participant à des réunions et, le cas échéant, à des briefings);
- à contribuer à assurer la sécurité juridique des actes du Conseil, la qualité rédactionnelle et la conformité avec les règles et procédures applicables;
- à réaliser des tâches de conception, des études et des analyses juridiques; et
- en tant que de besoin, à participer à la préparation de travaux visant à assister et à représenter l'institution dans le cadre de litiges et, le cas échéant, d'affaires portées devant les instances juridictionnelles de l'Union.

B. Qualifications et expérience requises

Critères essentiels

- Être titulaire d'un diplôme universitaire en droit (niveau master)
- Avoir une bonne connaissance du français et de l'anglais; être capable de communiquer et d'écrire dans ces deux langues
- Avoir une bonne connaissance du droit de l'UE
- Avoir une bonne connaissance du fonctionnement et des procédures de l'UE
- Posséder une expérience de conseil sur les questions juridiques relatives à la PSDC et aux questions militaires/de défense

Atout

- Avoir une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne¹

¹ Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.

C. Dispositions et aptitudes requises

- Être capable d'anticiper et de repérer d'éventuels problèmes et de les résoudre
- Avoir une excellente capacité de communication à l'oral comme à l'écrit
- Être capable de travailler dans un environnement international et multiculturel et avec de multiples acteurs de la sphère diplomatique et militaire
- Être capable de s'adapter à différentes situations et de travailler sous pression dans des délais serrés
- Être apte à travailler en équipe et faire preuve de flexibilité en ce qui concerne la présence et l'horaire de travail, selon les besoins du service
- Être titulaire d'une habilitation de sécurité SECRET UE. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par les candidats auprès des autorités compétentes avant le détachement auprès du Secrétariat général du Conseil. Sa validité doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le Secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement en tant qu'expert national.

D. Conditions générales

Le conseiller juridique doit être ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous ses droits civiques.

Le Secrétariat général applique une politique d'égalité des chances.

De plus amples informations concernant la nature du poste peuvent être obtenues auprès de M. Paul Berman (+32 2 281 6878 - paul.berman@consilium.europa.eu), du Service juridique.
